

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1, Rue de Germont
76 000 ROUEN

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Objet du marché public :

**Balayage de voirie pour les établissements membres
du « GHT Rouen Cœur de Seine »**

Référence de la consultation : 2026-010

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)**

Date limite de remise des offres : le 13/03/2026 à 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PREAMBULE	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
3.1 - Procédure de mise en concurrence	4
3.2 - Type de marché.....	4
3.3 - Allotissement	4
3.4 - Forme du marché public	4
3.5 - Durée du marché	5
3.6 - Délais d'exécution.....	5
3.7 - Codes nomenclature CPV.....	5
3.8 - Modifications au marché public et marchés complémentaires/similaires	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
4.1 - Variantes	6
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
4.3 - Visite de site	6
4.4 - Unité monétaire	6
4.5 - Délai de validité des offres	7
4.6 - Conditions de participation des concurrents	7
4.7 - Mode de financement et de règlement du marché	7
4.8 - Date prévisionnelle de début des prestations	7
4.9 - Garantie et cautionnement	8
4.10 - Marchés réservés.....	8
ARTICLE 5 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	8
5.1 - Contenu du dossier de consultation	8
5.2 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	8
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – MODIFICATION DCE.....	8
6.1 - Points de contact	8
6.2 - Renseignements complémentaires.....	9
6.3 - Modifications du dossier de consultation	9
ARTICLE 7 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER	9
7.1 - Documents à produire	10
7.2 - Langue de rédaction des propositions	11
7.3 - Conditions d'envoi et de remise des plis	11
7.4 - Copie de sauvegarde	11
7.5 - Signature du marché public	12
7.6 - Non-respect des date et heure limites	12
7.7 - Négociation	12
ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Jugement des offres	12
ARTICLE 9 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	13
ARTICLE 10 - COMMUNICATION DES RESULTATS.....	13
ARTICLE 11 - RECOURS	14

ARTICLE 1 - PREAMBULE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confie à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet le balayage de voirie des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, tel que défini dans l'annexe 1 au CCAP.

Sont concernés par ce marché le CHU Rouen Normandie et le CH du Rouvray.

Par la suite, d'autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine pourront intégrer le marché. La liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine figure en annexe n°1 du CCAP.

Cette adhésion pourra se faire au fur et à mesure des besoins des établissements tout au long de la durée de validité du marché. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Le titulaire du marché en sera informé par le CHU Rouen Normandie par tous moyens.

Le titulaire réalise les prestations demandées dans les conditions prévues au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure de mise en concurrence

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à 7 du code de la commande publique.

3.2 - Type de marché

Marché(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : 1

3.3 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

Conformément à l'article R.2113-2 du code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché passé selon une procédure adaptée.

Ainsi, la motivation du non-allotissement est la suivante : les prestations sont homogènes (balayage) et communes à l'ensemble des établissements concernés par cette consultation.

3.4 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Il comporte :

- une part de prestations conclue à prix global et forfaitaire fixée à l'acte d'engagement et décomposée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

La part de prestations conclue à prix global et forfaitaire concerne l'ensemble des prestations tel que décrit dans la DPGF et pour un nombre d'interventions annuelles déterminées.

Cette part de prestations concerne uniquement l'établissement du CHU ROUEN NORMANDIE.

La part non programmable à bons de commande concerne des interventions ponctuelles supplémentaires non prévisibles, suivant le BPU complété par le Titulaire. Elles pourront porter sur toutes les prestations mentionnées à la DPGF.

Conformément au 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique et pour la part des prestations non programmables, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum s'élevant à 200 000,00 € HT pour toute la durée de validité de l'accord-cadre. Ce montant sera réparti comme indiqué ci-dessous :

- 180 000,00 € HT maximum pour l'établissement du CHU ROUEN NORMANDIE ;
- 20 000,00 € HT maximum pour l'établissement du CH du Rouvray.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

3.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.6 - Délais d'exécution

Le calendrier des interventions programmables est proposé par le soumissionnaire dans son offre.

Pour la part de prestations non-programmables, les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

3.7 - Codes nomenclature CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Intitulé	Classification principale
Services de voirie	90611000-3

3.8 - Modifications au marché public et marchés complémentaires/similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 - Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

4.3 - Visite de site

L'opérateur économique est réputé, lors de la remise de son offre :

- avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des prestations de la présente consultation ainsi que du site, lieu, tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations du marché ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, et de l'environnement dans lequel se dérouleront les prestations et les sujétions particulières d'intervention.

Pour le site du CHU Rouen Normandie, une visite du site est facultative après inscription par écrit, auprès de :

M. Franck GIARDELLA

Tél. : 02.32.88.82.02

Courriel : franck.giardella@chu-rouen.fr

Pour les autres sites, la(es) visite(s) est (sont) facultative(s), après inscription auprès du (des) établissement(s).

Les adresses des sites et coordonnées des établissements sont les suivantes :

Etablissements membres	Adresses	Référents	Téléphone	Mail
CH du Rouvray	Direction des Ressources Matérielles 4 rue Paul Eluard - BP 45 76031 Sotteville-lès-Rouen	Sandrine THURIAULT Thomas PERON	02 32 95 11 86	sandrine.thuriault@ch-lerouvray.fr thomas.peron@ch-lerouvray.fr

La visite des lieux sera organisée selon le calendrier prévisionnel suivant :

Le 02/03/2026 à 09H00

4.4 - Unité monétaire

Le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4.5 - Délai de validité des offres

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

4.6 - Conditions de participation des concurrents

Le marché peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'entreprises.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Chaque membre du groupement doit joindre impérativement à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

La composition du groupement ne peut être changée pendant la phase de la consultation.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) :

Conformément à l'article R.2142-22 du code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine).

4.7 - Mode de financement et de règlement du marché

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCAP.

4.8 - Date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est le 01/04/2026.

4.9 - Garantie et cautionnement

Sans objet.

4.10 - Marchés réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R. 2113-7 à 8 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

5.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Acte de sous-traitance ;
 - Annexes n°2 à 5 : Planning des interventions pour les années 2026 à 2029.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
 - Annexe n°2 : Conditions de prestations particulières de chaque établissement du GHT Rouen Cœur de Seine ;
 - Annexe n°3 : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
 - Annexe n°4 : Code service CHORUS.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU).

5.2 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R.2132-2 et R.2132-4 à 2132-5 du code de la commande publique, les opérateurs économiques téléchargeront **les pièces écrites du dossier de consultation des entreprises (DCE)** à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – MODIFICATION DCE

6.1 - Points de contact

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

Le rôle du correspondant PME vise à être sollicité par les entreprises pour leur ouvrir les contacts au sein du CHU de Rouen. Ce correspondant peut également être contacté en cas de demande de renseignement d'ordre administratif général (pour toutes questions relatives à une consultation précise merci de se référer à l'article 6.2).

6.2 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien " Déposer une question " figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Par souci d'équité toute question posée par voie téléphonique ne recevra aucune réponse.

6.3 - Modifications du dossier de consultation

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre définies ci-après.

7.1 - Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- La Lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent, dûment complétée ;
- La Déclaration du soumissionnaire modèle DC2 ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- La Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet de la présente consultation d'offres, réalisés au cours des trois derniers exercices (sauf si ces renseignements figurent sur le DC2) ;
- Les Références des trois dernières années pour des prestations de nature équivalente avec coordonnées des clients concernés, le montant des marchés et leur durée ;
- La Présentation générale de l'opérateur économique, avec état des effectifs, des qualifications du personnel, état du matériel, de l'outillage, équipement technique dont l'entreprise dispose pour exécuter le marché public ;

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 commun au groupement.

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la Commande Publique, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) accepte que le candidat présente sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Contenu de l'offre

- L'Acte d'engagement (AE), à renseigner, signé par une personne habilitée à engager la société (ou les sociétés en cas de groupement) et l'annexe relative à la sous-traitance éventuellement renseignée ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complétés et signés par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entreprise ;
- La note méthodologique établie par le soumissionnaire sur la qualité technique des prestations relative aux dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations (qualité de l'équipe et organisation) ;
- Planning indiquant les fréquences d'interventions annuelles pour les prestations mentionnées au CCTP ;
- Note RSE précisant :
 - Le traitement des déchets issus du balayage ;
 - Le nombre d'agent en CDI et le nombre d'agent ayant fait l'objet d'une action d'insertion professionnelle au profit des publics éloignés de l'emploi.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;

L'ensemble des documents devra être complété, daté par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate au marché.

Documents supplémentaires :

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales :
 - Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.
 - Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
2. L'attestation d'assurance civile en cours de validité.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le CHU Rouen Normandie.

7.2 - Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

7.3 - Conditions d'envoi et de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article 6-1 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, courriel...) entraînera le rejet de l'offre.

7.4 - Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : " copie de sauvegarde " - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire.

Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE
DAHLIB
Cour d'honneur - Porte G5 - 1^{er} étage

1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

7.5 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

7.6 - Non-respect des date et heure limites

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les date et heure limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Les plis sous forme numérique parvenant après la date et l'heure limites fixées seront détruits.

7.7 - Négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires.

Toutefois, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociations, les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires, ils en seront informés via l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

8.1 - Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R.2142-6 à R.2142-14 et R.2142-25 du code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
 - Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
- Capacité technique :
 - Aucun niveau spécifique minimal exigé.

8.2 - Jugement des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le CHU Rouen Normandie en sa qualité d'établissement support du « GHT Rouen Cœur de Seine » peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le CHU Rouen Normandie (Etablissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération.

Le choix portera sur l'offre jugée économiquement la plus avantageuse après pondération des critères suivants :

Critère 1 : Prix des prestations sur la base des montants résultants de la DPGF : **60 %**

Critère 2 : Valeur technique sur la base des éléments présentés dans la note méthodologique : **25 %**

Critère 3 : Planning et délais d'intervention : **10 %**

Critère 4 : Critère environnemental (traitement des déchets issus du balayage) : **3 %**

Critère 5 : Critère social (personnes éloignées de l'emploi et CDI) : **2 %**

ARTICLE 9 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra remettre, dans le délai indiqué par le CHU Rouen Normandie, établissement support GHT Rouen Cœur de Seine, dans sa demande, les documents suivants :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- extrait K bis ou, à défaut, document équivalent ;
- la copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

Offres anormalement basses

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 10 - COMMUNICATION DES RESULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R.2181-1 à R.2181-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 - RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen
53, rue Gustave Flaubert
76000 Rouen Cedex
E-mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr
Téléphone : 02 32 08 12 70
Fax : 02 32 08 12 71

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.